



KPMG Togo
8ème étage immeuble BTCI Siège
169, Boulevard du 13 janvier
06 BP 6019 Lomé 06, Togo
Tél : (228) 22 21 87 69, Fax : (228) 22 21 03 55
Email : contact@kpmg.tg

Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle 2022

Période du 01/01/2022 au 30/06/2022
B.O.A.D.
68, Avenue de la Libération
BP 1172, Lomé - Togo
Ce rapport contient 03 pages
L'annexe comprend 36 pages



KPMG Togo
8ème étage immeuble BTCI Siège
169, Boulevard du 13 janvier
06 BP 6019 Lomé 06, Togo
Tél : (228) 22 21 87 69, Fax : (228) 22 21 03 55
Email : contact@kpmg.tg

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BOAD)

Siège social : 68, Avenue de la Libération, B.P. 1172 Lomé - Togo
Capital social : FCFA 1 155 000 000 000

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle 2022

Période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022

Introduction

Nous avons effectué l'examen limité des comptes individuels semestriels résumés de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022. Ces comptes comprennent l'état de la situation financière, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date ainsi que les notes annexes.

La Conseil d'administration est responsable de préparation et de la présentation de l'information financière intermédiaire conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur cette information financière intermédiaire sur la base de notre examen limité.

Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité conformément à la norme ISRE 2410 « Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité ». Un examen limité d'informations financières intermédiaires consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables et dans la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité.



L'étendue d'un examen limité est très inférieure à celle d'un audit effectué selon les normes internationales d'audit, et en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité de l'information financière intermédiaire au 30 juin 2022 avec la norme IAS 34 du référentiel IFRS tel qu'émis par l'IASB relative à l'information financière intermédiaire.

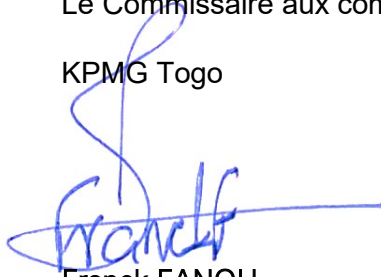
Sans remettre en cause, la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- La note 16 qui expose l'impact du transfert par le Conseil des Ministres à la BOAD, sous forme de don, d'une partie des fonds du nouveau mécanisme de bonification pour un montant de francs CFA 90 milliards.
- La note 20.3 qui expose les conséquences indirectes du conflit en Ukraine sur les comptes de la banque.

Lomé, le 30 septembre 2022

Le Commissaire aux comptes

KPMG Togo



Franck FANOU
Associé



Annexe :

**Etats financiers semestriels
au 30 juin 2022**



**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
DE LA BOAD AU 30 JUIN 2022**

SEPTEMBRE 2022

SOMMAIRE

A- RAPPORT D'ACTIVITE DE LA BANQUE AU 30 JUIN 2022	1
B- ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2022	5
Etat de la situation financière	6
Etat du résultat global	7
Tableau de variation des capitaux propres	8
Tableau des flux de trésorerie	9
NOTE 1. ACTIVITE DE LA BOAD	10
NOTE 2. RESUME DES PRINCIPES ET PRATIQUES COMPTABLES	10
NOTE 3. EFFETS DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIERE NOUVELLES OU REVISEES	12
NOTE 4. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	14
NOTE 5. PRÊTS ET CREANCES AU COÛT AMORTI	15
NOTE 6. PARTICIPATIONS	17
NOTE 7. COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	21
NOTE 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	21
NOTE 9. PASSIFS AU COÛT AMORTI	23
NOTE 10. FONDS AFFECTÉS	25
NOTE 11. COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	25
NOTE 12. CAPITAUX PROPRES	26
NOTE 13. PRODUIT NET BANCAIRE	28
NOTE 14. COÛT DU RISQUE	29
NOTE 15. CHARGES LIEES AUX ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT	29
NOTE 16. RESULTAT NET DE LA PERIODE	29
NOTE 17. GESTION DES RISQUES	30
NOTE 18. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	30
NOTE 19. ENGAGEMENTS HORS BILAN	32
NOTE 20. EFFETS DE LA COVID-19 ET DE LA SITUATION SOCIO-POLITIQUE SUR LES COMPTES DE LA BANQUE	32
NOTE 21. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE	33

A- RAPPORT D'ACTIVITE DE LA BANQUE
AU 30 JUIN 2022

1- CONTEXTE

La croissance de l'économie mondiale¹ devrait ralentir, passant de 6,1% en 2021 à 3,2% en 2022. Ce ralentissement de l'activité économique mondiale est en grande partie dû à la guerre en Ukraine dont les conséquences se sont répercutées sur d'autres pays via les marchés de produits de base, les échanges commerciaux et les liens financiers.

Dans les pays avancés, la croissance s'établirait à 2,5% en 2022 après 5,2% en 2021.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance passerait de 6,8% en 2021 à 3,6% en 2022. En Chine et en Inde, elle serait respectivement de 3,3% et 7,4% en 2022 contre 8,1% et 8,7% en 2021.

En Afrique Subsaharienne, les prix des denrées alimentaires constituent le vecteur de transmission le plus important des impacts de la guerre. La croissance économique devrait se fixer à 3,8% en 2022 contre 4,6% en 2021. En Afrique du Sud, elle serait de 2,3% en 2022 contre 4,9% en 2021. Au Nigéria, la croissance passerait de 3,6% en 2021 à 3,4% en 2022.

Dans la zone UEMOA, il est projeté un taux de croissance de 6,0% en 2022 après 6,1% en 2021. L'activité du secteur primaire progresserait de 5,4% sous l'impulsion de la hausse de la production vivrière et de l'offre de produits de rente. Le taux de croissance du secteur secondaire se chiffrerait à 7,2% porté, notamment, par l'essor des BTP, en raison de la poursuite de l'exécution des grands chantiers et de la hausse de l'offre d'énergie. La valeur ajoutée du secteur tertiaire progresserait de 5,7% en liaison avec la poursuite du dynamisme retrouvé en 2021 dans les sous-secteurs « Commerce » et « Transports et télécommunications » ainsi que le renforcement de l'activité des unités du sous-secteur « Banque, assurance et autres services ».

S'agissant des prix, le taux d'inflation annuel moyen de l'Union se situerait à 6,2% en 2022, après une réalisation de 3,6% en 2021.

2- EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Les événements significatifs de la période sous-revue sont ceux ci-après :

2.1 Mise du Mali sous sanctions économiques et financières

Le 09 janvier 2022, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a prononcé des sanctions économiques et financières à l'encontre du Mali. Ces sanctions ont induit la suspension des opérations de la BOAD avec le Mali au cours du premier semestre. La levée desdites sanctions est intervenue le 03 juillet 2022.

2.2 Poursuite des diligences du projet d'augmentation du capital

Le Management de la BOAD a diligenté des actions relatives au processus d'augmentation du capital. La maturité de cet important projet qui sous-tend la réalisation des objectifs du Plan DJOLIBA, couvrant la période 2021-2025 se traduit par la soumission des résultats aux réunions de septembre 2022 des Organes délibérants pour décision.

¹ Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2022 (FMI).

2.3 Renforcement technique des fonds propres

En vue de faire face aux éventuels chocs de la crise malienne, la Banque a bénéficié au premier semestre 2022, d'une mesure d'optimisation de son bilan à travers la comptabilisation dans ses fonds propres, de 90 milliards FCFA de don représentant une partie des ressources du mécanisme de bonification mis en place par le Conseil des Ministres en décembre 2015.

2.4 Revue annuelle du rating de la BOAD

Les agences de notation internationale FitchRatings et Moody's ont successivement conduit aux mois de mai et juin 2022, les diligences relatives à la revue annuelle de la notation financière de la BOAD. Au terme de leurs travaux, les deux agences ont reconduit, pour la septième année consécutive, la note « investment grade » de la BOAD. En effet, l'agence FitchRatings a confirmé la note BBB de la BOAD avec une perspective stable, obtenue depuis le 16 novembre 2021. Quant à l'agence Moody's, elle a confirmé la notation de la BOAD à Baa1, et amélioré sa perspective de « négative » à « stable ».

2.5 Poursuite de la mise en œuvre du projet OASIS (transformation organisationnelle de la Banque et conduite du changement)

Pour répondre aux besoins d'alignement de la structure organisationnelle aux impératifs d'efficacité, de collaboration, d'innovation et de productivité imposés par le Plan DJOLIBA, la Banque a engagé un processus de transformation devant aboutir à une évolution en profondeur de son organisation. Il s'agit pour l'Institution de se doter des capacités requises pour être plus efficace sur toute la chaîne de valeur, à savoir de l'origination au suivi-évaluation des résultats de développement en passant par la structuration, le financement et la distribution. Une nouvelle organisation de la BOAD inspirée des meilleures pratiques à l'international est entrée en vigueur le 1^{er} août 2021. Les principales caractéristiques de cette organisation sont la structuration par secteur/domaine d'intervention de la Banque, le regroupement des activités en trois (03) pôles (Pôle Investissements et Financements, Pôle Support et Contrôle, Pôle Gouvernance et Stratégie) et la réduction de la chaîne des niveaux hiérarchiques.

A la suite de l'implémentation de la nouvelle organisation, l'accent est à présent mis sur le déploiement d'un plan de conduite du changement pour accompagner les équipes en matière de gestion des ressources humaines (gestion des carrières, renforcement du capital humain...) et de promotion des valeurs (nouvelles valeurs et comportements cibles). La réussite de la conduite du changement constituera, à n'en point douter, un grand pas vers une BOAD plus agile, plus performante et entreprenante.

2.6 Poursuite des financements sur le guichet FDC

Le mécanisme de bonification créé dans les livres de la Banque pour les financements concessionnels a connu son septième abondement lors de la réunion du Conseil des Ministres du 18 mars 2022.

Aussi, le montant total des ressources libérées au titre du mécanisme de bonification se chiffre au 30 juin 2022 à 215,15 milliards de FCFA.

Le mécanisme a permis de mettre en place de 2016 au 30 juin 2022, des financements concessionnels d'un montant total de 707 milliards FCFA pour 90 opérations.

Au cours du premier semestre de l'année 2022, le Conseil d'Administration de la Banque a autorisé le financement de six (06) projets de développement sur le guichet FDC pour un montant total de 35 milliards FCFA.

2.7 Evolution des approbations et des décaissements

Au 30 juin 2022, le volume global des financements consentis pour l'année 2022, sous forme de prêts directs et de lignes de refinancement, s'établit à 235,295 milliards FCFA.

Le premier semestre a enregistré 160,958 milliards FCFA de décaissements sur prêts directs et lignes de refinancement.

2.8 Présentation du profil financier

Le total bilan de la Banque ressort à 3 362 milliards FCFA contre 3 291 milliards au 31 décembre 2021. La situation financière de la Banque reste saine. A fin juin 2022, elle est notamment marquée par des fonds propres représentant 31,09% du total bilan et le rapport encours des emprunts / fonds propres (ratio d'endettement) ressort à 208%, en baisse par rapport au 31/12/21 où le niveau était de 233% pour une norme statutaire de 300%.

L'amélioration du ratio d'endettement par rapport à son niveau au 31/12/2021 résulte du renforcement du niveau des fonds propres consécutif (i) à l'affectation d'une partie des ressources du nouveau mécanisme de bonification pour 90 milliards aux fonds propres ; (ii) au résultat réalisé au cours du premier semestre 2022 et (iii) à la libération du capital pendant que l'encours des dettes est resté quasi-sable sur la période écoulée.

3- PERSPECTIVES

Au regard des acquis enregistrés, le défi pour la Banque est de préserver, voire améliorer la qualité de sa signature financière internationale pour mobiliser davantage de ressources afin de soutenir convenablement ses Etats membres dans leurs ambitions de développement. Dans ce cadre, elle poursuivra le renforcement de son cadre de gestion des risques et veillera à la consolidation de sa solvabilité et de l'adéquation de ses fonds propres. Les principales mesures de consolidation envisagées sont l'augmentation de capital comme solution de base, avec l'augmentation de la part des actionnaires non régionaux dans le capital de la Banque et l'émission de titres hybrides.

Par ailleurs, la BOAD poursuivra le processus d'optimisation de la gestion de son bilan.

B- ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES
AU 30 JUIN 2022

Etat de la situation financière

ACTIF	Note	30/06/2022	31/12/2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	219 452	230 373
Prêts et créances au coût amorti	5	2 771 835	2 797 015
- Créances interbancaires		185	10 412
- Créances sur la clientèle		2 369 012	2 368 457
- Prêts au personnel		17 817	15 514
- Portefeuille titres de dettes		378 374	396 047
- Créances sur actionnaires à libérer		6 448	6 585
Participations	6	140 073	138 161
- Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par le résultat		10 007	10 771
- Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		130 066	127 390
Comptes de régularisation et actifs divers	7	220 708	115 507
- Actifs dérivés		198 955	88 067
- Comptes de régularisation actif		13 148	16 596
- Autres actifs		8 606	10 844
Immobilisations corporelles	8	5 956	6 177
Immeubles de placement	8	635	654
Immobilisations incorporelles	8	1 410	1 154
Actifs non courants détenus en vue de la vente	8	2 245	2 245
TOTAL ACTIF		3 362 314	3 291 286
PASSIF	Note	30/06/2022	31/12/2021
Passifs au coût amorti	9	2 203 699	2 188 700
- Dettes interbancaires		7 371	7 571
- Dettes représentées par un titre		1 582 100	1 539 277
- Autres emprunts		614 228	641 852
Fonds affectés	10	45 395	114 083
Comptes de régularisation et passifs divers	11	21 825	28 271
- Passifs dérivés		0	0
- Comptes de régularisation passif		9 819	24 533
- Autres passifs		12 006	3 739
Provisions		9 807	9 182
TOTAL Passifs		2 280 726	2 340 237
Capital		260 468	247 902
- Capital souscrit		1 103 650	1 103 650
- Capital sujet à appel		-826 230	-826 230
- Capital à libérer		-16 443	-29 009
- Coût lié à la libération différée du capital		-510	-510
Primes d'émission		2 622	2 622
Réserves		818 499	700 525
- Réserves affectées aux activités de dévelop.		76 050	76 050
- Réserves de juste valeur sur instruments de capitaux propres		41 915	39 664
- Réserves de couverture de flux de trésorerie		29 436	22 514
- Autres réserves		26	26
- Résultats non distribués		559 570	531 745
- Réévaluation du passif au titre des régimes de retraites		-298	-298
- Résultat de l'exercice		111 800	30 824
TOTAL Capitaux propres	12	1 081 589	951 049
TOTAL PASSIFS et CAPITAUX PROPRES		3 362 314	3 291 286

Etat du résultat global

Compte de résultat	Note	30/06/2022	30/06/2021
Intérêts et produits assimilés		74 639	74 537
Intérêts et charges assimilées		-39 602	-45 602
<i>Soustrait (Marge sur Intérêts)</i>		<i>35 036</i>	<i>28 936</i>
Commissions (produits)		1 237	1 235
Commissions (charges)		-1 794	-554
<i>Soustrait (Marge sur Intérêts et commissions)</i>		<i>34 479</i>	<i>29 617</i>
Gains de change (a)		756	26 772
Pertes de change (b)		-92 749	-60 344
Gains/pertes sur instruments de couverture (c)		103 966	42 312
<i>Gains/pertes nets sur devises (a+b+c)</i>		<i>11 973</i>	<i>8 741</i>
<i>Soustrait</i>		<i>46 452</i>	<i>38 358</i>
Gains/pertes sur instruments de capitaux propres à la JV/R		532	261
Dividendes reçus		2 596	2 201
<i>Produit net bancaire</i>	13	<i>49 580</i>	<i>40 820</i>
<i>Coût du risque</i>	14	<i>-16 779</i>	<i>-12 551</i>
Dotations des Etats		3 200	3 200
Autres produits d'exploitation		90 151	390
Charges liées aux activités de développement	15	-661	-465
Charges générales d'exploitation		-13 674	-10 712
- Frais de personnel		-7 865	-6 456
- Amortissements		-619	-579
- Autres		-5 190	-3 677
Autres charges d'exploitation		-16	-45
<i>Autres résultats d'exploitation</i>		<i>79 000</i>	<i>-7 632</i>
Résultat de la période	16	111 800	20 636
Éléments susceptibles de reclassement ultérieur en résultat (a)		6 922	-6 796
Couverture de flux de trésorerie		6 922	-6 796
Éléments non susceptibles de reclassement ultérieur en résultat (b)		2 252	-987
Variation de juste valeur des instruments de capitaux propres		2 252	-987
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies		0	0
<i>Autres éléments du résultat global (a+b)</i>		<i>9 174</i>	<i>-7 782</i>
Résultat global		120 974	12 854

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital				Primes d'émission	Réserves						Total
	Capital souscrit	Capital sujet à appel	Capital à libérer	Coût lié à la libération différée du capital		Réserves affectées aux activités de développement	Autres réserves	Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	Pertes ou gains résultant de l'évaluation des instruments de capitaux propres à la JVOCI (IFRS 9)	Valorisation des instruments de couverture	Résultats non distribués	
Capitaux propres au 1er janvier 2021	1 103 650	-826 230	-42 063	-1 012	2 622	76 050	26	636	34 225	20 424	534 746	903 074
<i>Augmentation de capital</i>	0	0										0
Capital à libérer												0
<i>Modifications de la 1ère application d'IFRS 9</i>									0			0
<i>Résultat au 31 décembre 2021 avant affectation</i>											30 824	30 824
<i>Autres variations</i>					503							503
<i>Affectation du résultat de l'exercice 2020</i>											-3 000	-3 000
<i>Libération de capital de l'exercice 2021</i>			13 054									13 054
<i>Autres éléments du résultat global</i>												
Ajustements résultats non distribués												
Variation de juste valeur sur instruments de capitaux propres (IFRS 9)									5 439		0	5 439
Reclassement des plus values sur instruments de capitaux propres en réserves											0	
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies								-935				-935
Variation en OCI des instruments de couverture										2 090		2 090
Sous-total autres éléments du Résultat global	0	0	0	0	0	0	0	-935	5 439	2 090	0	6 595
Transferts												0
Contributions et distributions												
Total des transactions avec les actionnaires												
Capitaux propres au 31 décembre 2021 et 1er janvier 2022	1 103 650	-826 230	-29 009	-510	2 622	76 050	26	-298	39 664	22 514	562 570	951 049
<i>Augmentation de capital</i>	0											0
<i>Résultat au 30 juin 2022</i>											111 800	111 800
<i>Autres variations</i>					0							0
<i>Affectation du résultat de l'exercice 2021</i>											-3 000	-3 000
<i>Libération de capital de l'exercice 2022</i>			12 566									12 566
<i>Autres éléments du résultat global</i>												
Ajustements résultats non distribués											0	0
Variation de juste valeur sur instruments de capitaux propres (IFRS 9)									2 252		0	2 252
Reclassement des plus values sur instruments de capitaux propres en réserves									0			0
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies								0				0
Variation en OCI des instruments de couverture										6 922		6 922
Sous-total autres éléments du Résultat global	0	0	0	0	0	0	0	0	2 252	6 922	0	9 174
Transferts												0
Contributions et distributions												
Total des transactions avec les actionnaires												
Solde au 30 juin 2022	1 103 650	-826 230	-16 443	-510	2 622	76 050	26	-298	41 915	29 436	671 370	1 081 589

Tableau des flux de trésorerie

Eléments	Notes	30/06/2022	30/06/2021
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Résultat de la période		111 800	20 636
<i>Ajustements liés à des éléments non-monétaires et autres éléments</i>			
Gains/pertes non réalisés		-11 282	-12 041
Gains de change		-756	-26 772
Perte de change		66	30 073
Dotations aux amortissements		619	579
Dépréciations		0	0
Coût du risque		16 779	12 551
Gains/pertes sur instruments de capitaux propres évalués à la JV/R		-532	-261
Autres éléments		-2 574	-3 187
		2 320	941
Variations des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles			
Créances interbancaires		10 227	33 503
Décaissement sur créances sur la clientèle		-160 987	-230 831
Remboursement sur créances sur la clientèle		199 473	170 253
Autres créances sur la clientèle		-55 089	-53 949
Prêts au personnel		-2 303	-2 948
Portefeuille titres		16 941	-63 228
Autres créances		0	0
Autres actifs		5 457	-20 318
Dettes interbancaires		-201	5 370
Autres dettes		40 007	45 231
Autres passifs		-78 135	20 117
		-24 609	-96 800
Flux de trésorerie des activités opérationnelles (a)		89 511	-75 222
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-327	-687
Ventes d'immobilisations corporelles		0	14
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		-310	-175
Ventes d'immobilisations incorporelles		0	0
Acquisitions de participations		-642	-3 941
Ventes de participations		1 514	8
Flux de trésorerie des activités d'investissement (b)		236	-4 782
Flux de trésorerie des activités de financement			
Ressources provenant des actionnaires		16 133	16 728
Rachat d'actions		0	0
Émission de dettes		0	539 648
Remboursement/Dettes représentées par un titre		-76 454	-528 720
Remboursement/Autres emprunts		-40 346	-145 503
Flux de trésorerie des activités de financement (c)		-100 667	-117 847
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (a+b+c)		-10 921	-197 851
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	4	230 373	469 350
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	4	219 452	271 499
INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES			
Flux de trésorerie opérationnels provenant des intérêts et dividendes :			
Intérêts payés		46 355	45 135
Intérêts reçus		62 052	62 700
Dividendes reçus		1 544	2 201

NOTE 1. ACTIVITE DE LA BOAD

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution commune de financement du développement des Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) créée par un traité signé le 14 novembre 1973.

La BOAD est devenue opérationnelle en 1976.

Etablissement public à caractère international, la BOAD a son Siège social à Lomé (TOGO) au 68, avenue de la libération et des Missions Résidentes dans chacune des capitales des sept (07) autres pays de l'UEMOA.

Son actionnariat comprend, outre les Etats membres de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo) et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), trois Etats européens (Allemagne, France et Belgique), ainsi que la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), la Chine populaire, Exim Bank Inde et le Royaume du Maroc.

La BOAD a pour objet, aux termes de l'article 2 de ses statuts, de " *promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest*" en finançant des projets prioritaires de développement. Elle intervient dans les domaines suivants: développement rural, infrastructures de base, infrastructures modernes, télécommunications, énergies, industries, agro-industries, transport, tourisme et autres services.

Pour financer ses activités, la Banque, aux termes de l'article 37 de ses statuts, peut émettre des emprunts sur le marché intérieur de l'Union ou sur les marchés financiers extérieurs et contracter des prêts auprès des organismes internationaux ou étrangers publics ou privés, de toutes durées d'échéance et de toutes conditions de remboursement, tant en monnaie de l'Union qu'en devises étrangères ou en unités de compte qu'il paraîtra convenable au Conseil d'Administration de la Banque.

Conformément à l'article 44 de ses statuts, la Banque, ses revenus, ses actifs, ainsi que les transactions et opérations qu'elle réalise au titre de ses statuts, sont exonérés de tous les impôts directs ou indirects. Il n'est perçu sur les obligations émises par la Banque ou les intérêts qui en proviennent, quel que soit le détenteur de ces titres, aucun impôt par les Etats ou les collectivités de l'Union.

NOTE 2. RESUME DES PRINCIPES ET PRATIQUES COMPTABLES

Les principes comptables fondamentaux appliqués par la Banque sont résumés ci-dessous.

2.1 Principes de base de présentation des informations financières

Les principes ayant servi de base à la présentation des informations financières sont les suivants :

Les états financiers individuels au 30 juin 2022 ont été établis conformément à la norme comptable IAS² 34 « *Information financière intermédiaire* », telle que publiée par l'IASB³ qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent être lues conjointement avec les états financiers arrêtés au 31 décembre 2021.

Les états financiers individuels au 30 juin 2022 ont été établis suivant les mêmes principes qu'au 31 décembre 2021, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34.

Par ailleurs, les activités de la Banque ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats au 30 juin 2022 ne sont donc pas influencés par des facteurs de saisonnalité (climat par exemple) .

2.2 Principales bases d'évaluation

Les états financiers sont présentés sur la base du coût historique à l'exception des éléments évalués à la juste valeur décrits dans cette annexe.

2.3 Jugements comptables cruciaux et principales sources d'incertitude pour les estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux normes IFRS, nécessite de la part de la Direction de la Banque, des estimations, hypothèses et jugements qui affectent la valeur des actifs, passifs, produits et charges. Les estimations et jugements sont évalués continuellement et tiennent compte de l'expérience et d'autres facteurs, comme les événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances du moment.

Les principaux jugements et estimations sont résumés ci-après.

a) Les principaux jugements

La politique comptable de la Banque exige que les actifs et les passifs soient comptabilisés à leur acquisition dans les différentes catégories comptables. Cette décision exige un jugement significatif portant sur le classement et l'évaluation des instruments financiers conformément à IFRS 9.

b) Les principales estimations

La Banque utilise aussi des estimations pour ses états financiers individuels qui se présentent comme suit :

Evaluation de la juste valeur des participations : A chaque arrêté, la Banque passe en revue son portefeuille de participations afin d'évaluer sa juste valeur en fonction des informations financières disponibles ou des cours boursiers et procède à l'estimation des variations de juste valeur.

Evaluation de la juste valeur des dérivés : A chaque arrêté, la Banque recourt à un spécialiste qui procède à l'évaluation des instruments de couverture mis en place pour se

² International Accounting Standards (IAS)

³ International Accounting Standards Board (IASB)

prémunir contre le risque de change sur les emprunts contractés en DTS et en USD.

2.4 Arrêtés intermédiaires

Les comptes au 30 juin 2022, qui ne permettent pas de préjuger de l'année complète, prennent en compte toutes les écritures comptables de fin de période considérées comme nécessaires par la Direction de la Banque pour donner une image fidèle des informations présentées.

Les calculs actuariels relatifs à la provision pour indemnités de départ à la retraite sont réalisés dans le cadre de la procédure budgétaire. L'évaluation de ces provisions au 30 juin 2022 est fondée sur les calculs actuariels prévisionnels réalisés à la fin de l'année précédente.

2.5 Monnaie fonctionnelle

La monnaie fonctionnelle de la Banque est le Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA/XOF). C'est également sa monnaie de présentation.

Tous les chiffres des états financiers de la BOAD sont présentés en millions de FCFA (M FCFA) sauf précision contraire.

2.6 Evénements postérieurs à la clôture des comptes

La Banque procède à l'ajustement de ses états financiers pour refléter des événements survenus entre la date de clôture et la date à laquelle lesdits états financiers sont autorisés pour publication à condition que ces événements se rapportent à des situations existantes à la date du Bilan.

Au cas où ces événements se rapportent à des situations apparues après la date de clôture des comptes mais qui nécessitent une information à fournir, l'état de la situation financière, l'état du résultat global, le tableau de variation des capitaux propres et le tableau de flux de trésorerie ne sont pas ajustés.

2.7 Arrêté des comptes

Les comptes individuels intermédiaires de la BOAD au 30 juin 2022 sont arrêtés par le Conseil d'Administration au cours de sa réunion du 20 septembre 2022.

NOTE 3. EFFETS DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIERE NOUVELLES OU REVISEES

Les normes et interprétations décrites dans les états financiers de la Banque au 31 décembre 2021 ont été complétées par les dispositions des nouvelles normes et interprétations entrées en vigueur pour compter de l'exercice 2022. Il s'agit des normes et amendements ci-après :

3.1 Nouveaux textes publiés par l'IASB et entrés en vigueur

Date d'entrée en vigueur	Nouvelles normes ou amendements	Impact sur les états financiers de la Banque
1 ^{er} janvier 2022	Contrats déficitaires : Coûts d'exécution – Modifications d'IAS 37	Cette modification affecte uniquement les entreprises qui appliquent l'approche « coût incrémental ou différentiel » pour déterminer les coûts d'exécution des contrats. Elle implique de reconnaître des provisions lorsque le moindre des coûts d'exécution du contrat et des coûts de résiliation l'emportent sur les avantages économiques. La Banque applique toujours l'approche « coût total » pour l'exécution de ces contrats. Cette modification n'aura donc aucun impact sur les comptes de la Banque.
1 ^{er} janvier 2022	Améliorations annuelles aux normes IFRS 2018-2020 – Modifications d'IFRS 1, d'IFRS 9, des exemples illustratifs d'IFRS 16 et d'IAS 41	IFRS 1 : Cet amendement offre la possibilité à la filiale ayant adopté les IFRS postérieurement à la société mère d'évaluer les écarts de conversion cumulés aux montants inclus dans les états financiers consolidés de la société mère, en fonction de la date de transition de la société mère aux normes IFRS. IFRS 9 : L'amendement précise que les frais payés nets des frais reçus doivent être inclus pour l'exécution du test des 10% pour la décomptabilisation des passifs financiers. IFRS 16 : L'objectif de cet amendement est d'éliminer la confusion dans l'identification des éléments incitatifs à la location en supprimant l'exemple des paiements du bailleur relatif aux améliorations locatives. IAS 41 : Cet amendement implique l'alignement des exigences d'évaluation de la juste valeur d'IAS 41 avec celles d'IFRS 13 Évaluation de la juste valeur. Aucun impact résultant de ces améliorations annuelles n'est anticipé
1 ^{er} janvier 2022	Immobilisations corporelles : Produit antérieur à l'utilisation prévue – Modifications d'IAS 16	Les amendements interdisent à une entité de déduire les produits générés par une immobilisation pendant son transfert sur site ou pendant sa mise en état, en moins du coût de l'immobilisation. A la place, l'entité devra comptabiliser ces produits de la vente et les coûts correspondants en résultat. L'activité de la BOAD étant bancaire, il n'y aura donc pas d'impact sur les comptes de la BOAD.
1 ^{er} janvier 2022	Références au cadre conceptuel – Modifications d'IFRS 3	Cette modification n'est pas applicable dans le cadre des états financiers individuels de la Banque.

3.2 Textes à venir

Date d'entrée en vigueur	Nouvelles normes ou amendements	Impacts attendus sur les états financiers de la Banque
1 ^{er} janvier 2023	Amendements à IAS 1 : Classement des passifs en tant que	L'objectif de ces amendements est de préciser les critères de classement des passifs à savoir la dette et les autres passifs en tant que courants ou non courants. L'application de ces amendements n'a pas d'impact matériel sur les comptes de la Banque.

Date d'entrée en vigueur	Nouvelles normes ou amendements	Impacts attendus sur les états financiers de la Banque
	passifs courants ou non courants	
1 ^{er} janvier 2023	IFRS 17 « Contrats d'assurance » Amendements à IFRS 17 « Contrats d'assurance »	L'activité de la Banque est essentiellement bancaire et n'entre pas dans le champ d'application d'IFRS 17 qui vient remplacer la norme IFRS 4. Il n'y aura donc pas d'impact sur les comptes de la BOAD.
1 ^{er} janvier 2023	Amendements à IAS 8 « Définition des estimations comptables »	Ces amendements visent à faciliter la distinction entre les méthodes comptables et les estimations comptables. L'impact anticipé de ces amendements n'est pas matériel.
1 ^{er} janvier 2023	Amendements à IAS 1 et du Practice Statement « Informations sur les politiques comptables »	L'objectif de ces amendements est d'améliorer la définition du terme « significatif » afin de permettre aux entités d'exercer plus facilement leur jugement en matière de matérialité pour les informations à inclure dans les états financiers. L'application de ces amendements n'aura pas d'impact significatif sur les comptes de la Banque.

NOTE 4. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments suivants :

Trésorerie et équivalents de trésorerie		30/06/2022	31/12/2021
Caisse		71	79
BOAD Siège compte courant BOAD		32 393	3
Comptes de dépôts des Missions Résidentes et Siège à la BCEAO	4.1	105 998	174 968
Compte spécial Eximbank Japon		15	15
Compte de contribution FDE		1 985	1 985
Compte de règlements BOAD Lomé		62 349	22 247
Comptes de fonctionnement des Missions Résidentes		1 495	1 491
Comptes Banques et Correspondants		10 103	7 547
Dépôts bancaires à court terme	4.2	5 010	22 006
Dépôts/appels de marge		33	33
TOTAL		219 452	230 373

4.1 Les comptes de dépôts des Missions Résidentes se détaillent comme suit :

Missions résidentes et Siège	30/06/2022	31/12/2021
Dépôt BCEAO Abidjan	4 962	4 549
Dépôt BCEAO Bamako	293	12 058
Dépôt BCEAO Bissau	152	16 959
Dépôt BCEAO Cotonou	374	9 748
Dépôt BCEAO Dakar	2 177	6 462
Dépôt BCEAO Lomé	84 172	114 736
Dépôt BCEAO Niamey	4 595	5 717
Dépôt BCEAO Ouagadougou	9 273	4 739
Total	105 998	174 968

4.2 Les dépôts bancaires à court terme comprennent :

Dépôts bancaires à court terme	30/06/2022	31/12/2021
BOA-CI, compte spécial pour liquidités	0	996
BOA-BN, compte spécial pour liquidités	1 010	1 010
DAT groupe BOA	0	15 000
DAT Groupe Coris Bank International	4 000	0
BSIC	0	5 000
Total	5 010	22 006

NOTE 5. PRÊTS ET CREANCES AU COÛT AMORTI

Le poste prêts et créances au coût amorti se décompose comme suit :

Prêts et créances au coût amorti		30/06/2022	31/12/2021
Créances interbancaires	5.1	185	10 412
Créances sur la clientèle	5.2	2 369 012	2 368 457
Prêts au personnel		17 817	15 514
Portefeuille titres	5.3	378 374	396 047
Créances sur actionnaires à libérer		6 448	6 585
TOTAL		2 771 835	2 797 015

5.1 Créances interbancaires

Les créances interbancaires regroupent les prêts interbancaires et les intérêts qui y sont rattachés. Les échéances y relatives sont à moins d'un an. Ils se détaillent comme suit au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021 :

Contreparties	30/06/2022	31/12/2021
BCEAO- INTÉRÊTS SUR COMPTES ORDINAIRES	42	39
ORAGROUP	0	10 000
INTÉRÊTS COURUS	143	373
TOTAL	185	10 412

5.2 Créances à la clientèle

Les créances sur la clientèle de la Banque comprennent les prêts accordés au secteur public (marchand et non marchand) et au secteur privé.

Tous les prêts de la Banque sont octroyés à taux fixes. Les emprunteurs ont la possibilité de procéder à des remboursements anticipés de ces montants sous réserve des conditions prévues dans les accords et conventions de prêts.

5.2.1 Echancier des créances sur la clientèle

L'échéancier des créances sur la clientèle au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021 se présente comme suit :

Libellés	30/06/2021	31/12/2021
Créances brutes à la clientèle	2 494 234	2 478 065
dont encours brut des prêts	2 429 520	2 417 284
Inférieur à six mois	136 193	158 253
De plus de six mois à un an	290 666	132 355
De plus d'un an à deux ans	292 496	273 001
De plus de deux ans à trois ans	283 896	274 303
De plus de trois ans à cinq ans	606 804	495 989
De plus de cinq ans	819 465	1 083 384
dont avances pour financement d'études	14 769	14 741
dont créances rattachées	49 945	46 040
Total des dépréciations sur la clientèle	-116 654	-100 607
dont dépréciation des créances en souffrance (*)	-65 989	-65 410
dont provisions sur buckets 1 et 2	-50 665	-35 196
Produits différés sur commission	-7 581	-8 013
Ajustement de valeur créances clientèle	-988	-988
Créances nettes à la clientèle	2 369 012	2 368 457

(*) Le montant total de dépréciation des créances en souffrance comprend 58 643 MFCFA au titre des dépréciations sur le principal et 7 346 MFCFA au titre des intérêts et commissions sur les créances en souffrance.

5.2.2 Variation des créances en souffrance

L'encours brut des prêts comprend des créances en souffrance ayant évolué comme suit :

	Solde au	Mouvements de la période			Solde cumulé au
	31/12/2021 (a)	Augmentations (b)	Reprises (c)	Solde 30/06/2022 (d) = (b) + (c)	30/06/2022 (e) = (a) + (d)
1. Encours brut en souffrance	70 701	2 532	-2 129	403	71 104
2. Dépréciation des prêts en souffrance	-58 832	-1 489	1 678	189	-58 643
3. Créances en souffrance nettes = (1) + (2)	11 869	1 043	-451	592	12 460

5.3 Portefeuille titres

5.3.1 Tableau de variation des titres de placement

Le tableau de variation des titres de placement au 30 juin 2022 se présente comme suit :

	Solde au	Mouvements de la période			Solde cumulé au
	31/12/2021 (a)	Mise en place/Augmentations (b)	Remboursements/Reprises (c)	Solde 30/06/2022 (d) = (b) + (c)	30/06/2022 (e) = (a) + (d)
1. Encours brut des titres de placements y compris primes	388 792	41 349	-57 896	-16 547	372 245
2. Créances rattachées sur titres de placement	9 957	10 114	-10 508	-394	9 563
3. Dépréciation/titres de placement (Buckets 1&2)	-2 702	-732	0	-732	-3 434
4. Encours nets des titres de placement (principal et créances rattachées) = (1) + (2) + (3)	396 047	50 731	-68 404	-17 673	378 374

5.3.2 Détail du portefeuille titres

Le portefeuille titres se décompose comme suit :

Portefeuille titres	30/06/2022	31/12/2021
Obligations Etat du Sénégal	66 625	53 000
Obligations Etat de Côte d'Ivoire	41 571	54 571
Obligations Etat du Bénin	11 500	19 000
Obligations Burkina	40 979	43 750
Obligations Coris Holding	13 000	13 000
Obligations Etat du Mali	43 448	43 448
Obligations Etat du Niger	27 000	18 000
Obligations Etat du Togo	53 516	54 931
Obligations CRRH	7 967	8 617
Obligations BIDC	7 812	1 667
Obligations SONATEL	10 000	10 000
Bons du Trésor du Burkina	15 000	15 000
Bons du Trésor du Mali	8 989	8 989
Bons du trésor du Niger	15 000	30 000
Bons du trésor de la Côte d'Ivoire	0	5 000
Bons du trésor du Sénégal	9 000	9 000
Certificat de dépôt BRM	800	800
<i>Sous-total 1-encours bruts</i>	372 207	388 773
Primes/Obligations	38	20
<i>Sous-total 2-encours nets de primes</i>	372 245	388 792
Intérêts à recevoir	9 563	9 957
Dépréciation/titres de placement (Buckets 1&2)	-3 434	-2 702
TOTAL	378 374	396 047

Tous les titres du portefeuille détenus par la Banque sont à terme.

5.3.3 Echancier du portefeuille titres

L'échéancier du portefeuille titres au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021 se présente comme suit :

Echéancier	30/06/2022	31/12/2021
Inférieur à six mois	93 616	59 666
De plus de six mois à un an	48 043	80 827
De plus d'un an à deux ans	75 866	66 953
De plus de deux ans à trois ans	49 122	75 030
De plus de trois ans à cinq ans	65 393	76 663
De plus de cinq ans	40 168	29 633
<i>Sous-total 1-encours bruts</i>	372 207	388 773
Primes d'émission/Bons et obligations	38	20
<i>Sous-total 2-encours nets de primes</i>	372 245	388 792
Intérêts à recevoir	9 563	9 957
Dépréciation/titres de placement (Buckets 1&2)	-3 434	-2 702
TOTAL	378 374	396 047

NOTE 6. PARTICIPATIONS

6.1 Stratégie de prise de participations de la Banque

L'activité de prise de participations trouve ses fondements dans les statuts de la Banque, qui prévoient : (i) en leur article 2, entre autres, que « ... la Banque, ... devra contribuer notamment au financement par participation au capital, par octroi de prêts ... » et (ii) en leur article 30, qu'elle « peut constituer ou participer à la constitution du capital d'institutions ou entreprises ». L'objectif visé est notamment de permettre le

renforcement des fonds propres et la capacité d'expertise des entreprises opérant dans l'Union. Conformément à cette mission et en application de cette stratégie, la BOAD est intervenue dans tous les Etats de l'Union sous forme de prise de participations dans l'actionnariat de plusieurs entreprises. Ces interventions ont concerné aussi bien des entreprises du secteur financier (banques, établissements financiers) que des entreprises du secteur non financier (énergie, télécommunication, hôtellerie, transport aérien, etc.). La stratégie de prise de participations de la Banque se décline comme suit en termes de :

- **Objectif** : remplir la mission de développement de la Banque tout en mettant davantage l'accent sur la rentabilité financière conformément aux orientations stratégiques de la Banque.
- **Secteurs d'intervention** : tous les secteurs éligibles au financement de la Banque.
- **Modalités d'intervention** : lors de l'entrée dans une opération, la Banque devra avoir une visibilité suffisante des conditions et modalités de sortie, le moment venu. La cession des titres de participation pourra se faire en Bourse pour les actions cotées et aux conditions conventionnelles les meilleures pour les actions non cotées.
- **Positionnement dans les organes d'administration** : conditionner chaque prise de participation à l'attribution à la Banque d'un poste de membre d'un organe d'administration (Conseil d'Administration, Conseil de Surveillance, Comité de Crédit ou d'investissement, etc.).

En complément de la stratégie de prise de participations, la BOAD a pris des dispositions idoines en vue de (i) s'adapter à l'évolution et aux exigences du secteur financier de l'UMOA (relèvement du capital minimum des banques et établissements financiers) et (ii) prendre en compte la spécificité du secteur agricole au regard de son importance dans les économies des pays de l'Union.

6.2 Variation des titres de participation

6.2.1 Tableau de variation des titres de participation

Les variations en valeur brute et nette des participations se présentent comme suit :

Variation des titres de participation	30/06/2022	31/12/2021
Valeur brute des participations au 1er janvier	96 539	93 888
Acquisitions	642	4 025
Cessions	-1 514	-1 374
Valeur brute des participations	95 667	96 539
Gains et pertes latents sur instruments en JVOCI non recyclables	41 915	39 664
Gains et pertes comptabilisés en résultat sur instruments en JVR	2 491	1 959
Valeur nette des participations	140 073	138 161

6.2.2 Répartition des titres de participation par contrepartie

Les participations comptabilisées dans l'état de la situation financière sont détaillées par contrepartie dans les tableaux ci-après :

a) Evolution des instruments comptabilisés à la juste valeur par le résultat (JVR) entre le 31 décembre 2021 et le 30 juin 2022

N°	Pays	Participations	% Détention	30/06/2022				31/12/2021			
				Encours brut (a)	Gains et pertes latents reclassés en résultat non distribuables (b)	Plus/Moins valeurs de la période en Résultat (c)	Valeur au bilan (d) = (a) + (b) + (c)	Encours brut (a)	Gains et pertes latents reclassés en résultat non distribuables (b)	Plus/Moins valeurs de la période en Résultat (c)	Valeur au bilan (d) = (a) + (b) + (c)
1	BN	FOAI - Sicav ABDOU DIOUF	14,5%	2 500	1 240	89	3 829	2 500	1 063	176	3 740
2	h-uemoa	FEFISOL	8,2%	16	31	7	53	1 312	52	-21	1 343
3	SN	FCPI/FC BOAD	100,0%	5 000	689	436	6 124	5 000	733	-44	5 689
TOTAL				7 516	1 959	532	10 007	8 812	1 848	112	10 771

b) Evolution des instruments comptabilisés à la juste valeur par les autres éléments du résultat global (JV/OCI) non recyclables entre le 31 décembre 2021 et le 30 juin 2022

N°	Pays	Participations	% Détention	30/06/2022				31/12/2021			
				Encours brut (a)	Plus/Moins valeurs de la période en OCI (b)	Gains et pertes latents en OCI non recyclables (c)	Valeur au bilan (d) = (a) + (c)	Encours brut (a)	Plus/Moins valeurs de la période en OCI (b)	Gains et pertes latents en OCI non recyclables (c)	Valeur au bilan (d) = (a) + (b) + (c)
1	BN	SOAGA	19,3%	103	-25	90	193	103	11	116	218
3	SN	BNDE	9,1%	1 000	113	2 342	3 342	1 000	182	2 229	3 229
4	h-uemoa	CAURIS CROISSANCE II	17,7%	4 268	-47	-1 887	2 380	4 250	0	-1 841	2 410
5	TG	GARI S. A.	11,6%	1 500	0	1 095	2 595	1 500	-71	1 095	2 595
6	MA	BDM Mali	16,0%	600	-1 151	17 094	17 694	600	1 265	18 244	18 844
7	BN	BOA Bénin	2,3%	98	380	2 800	2 898	98	762	2 420	2 518
8	NG	SONIBANK Niger	9,5%	1 082	30	2 533	3 615	1 082	119	2 504	3 586
9	CI	BHCI Côte d'Ivoire	0,3%	150	19	-131	18	150	92	-150	0
10	NG	BOA Niger	5,7%	137	931	4 592	4 729	137	1 192	3 661	3 798
11	TG	BIA Togo	5,2%	392	0	252	644	392	42	252	644
12	h-uemoa	Afreximbank	0,3%	2 500	1 491	3 637	6 137	2 500	543	2 146	4 646
13	SN	Banque Régionale de Marché (BRM)	4,0%	400	0	-400	0	400	0	-400	0
14	BF	Banque de l'Habitat du BF	0,9%	200	6	25	225	200	92	19	219
15	CI	BRVM	9,2%	56	42	573	629	56	20	531	587
16	CI	DC/BR (BRVM)	9,1%	140	75	310	450	140	29	235	375
17	TG	CICA RE	2,0%	999	78	547	1 546	999	75	469	1 468
18	MA	MANDE Hotel	16,7%	50	0	235	285	50	-6	235	285
19	CI	CIPREL	2,0%	584	-175	1 511	2 095	584	74	1 686	2 270
20	TG	ASKY (EX SPCAR)	16,8%	5 990	1 915	-4 075	1 915	5 990	-675	-5 990	0
21	CI	RASCOM	7,1%	1 600	0	-1 600	0	1 600	0	-1 600	0
22	h-uemoa	PROPARCO	0,7%	4 347	261	1 078	5 425	4 347	-80	817	5 164
23	TG	BOAD-Titrisation	100,0%	500	-40	-355	145	500	-86	-315	185
24	TG	CRRH-UEMOA	15,3%	1 543	142	1 291	2 834	1 543	179	1 148	2 691
25	h-uemoa	Fonds Agricole pour l'Afrique (FAA)	1,9%	2 189	-385	-1 566	624	2 246	91	-1 180	1 066
26	TG	ORAGROUP	2,1%	1 642	-570	3 759	5 400	1 642	57	4 329	5 970
27	BF	Fidélis Finance (ex Burkina Bail)	14,3%	689	-76	244	933	689	18	320	1 009
28	SN	CNCAS	10,5%	1 573	0	897	2 470	1 573	-709	897	2 470
30	CI	Nouvelle BRS CI/ORA Bank CI	24,5%	16 995	-685	15 413	32 408	16 995	101	16 098	33 093
31	CI	Banque de l'Union Côte d'Ivoire (BDU-CI)	9,6%	1 100	41	602	1 702	1 100	260	561	1 661
32	BF	Banque de l'Union Burkina Faso (BDU-BF)	10,1%	1 100	220	1 098	2 198	1 100	321	878	1 978
33	Kenya	FAER	4,9%	5 789	0	1 147	6 936	5 789	766	1 147	6 936
34	BF	AMETHIS WEST AFRICAN (AWA)	11,1%	1 445	750	-213	1 232	1 445	321	-964	481
35	CI	Air Côte d'Ivoire	7,9%	10 320	-715	-9 720	600	10 320	-2 127	-9 004	1 315
36	h-uemoa	Investisseurs & Partenaires/ Développement (IPDEV2)	11,1%	781	-5	-291	490	781	-67	-286	494
37	Bn	Société Immobilière d'Aménagement Urbain SImAU	10,0%	500	69	16	516	500	64	-52	448
38	SN	Banque Outarde	13,2%	2 000	-36	-699	1 301	2 000	-198	-663	1 337
39	h-uemoa	Fonds I&P Afrique Entrepreneurs 2 (IPAE2)	3,3%	889	0	-283	606	711	-86	-283	428
40	NG	Banque de l'Habitat du Niger	7,0%	825	-96	-273	552	825	-63	-178	647
41	h-uemoa	Fonds d'investissements dédié au développement des services financiers dans l'UEMOA	49,5%	4 663	-187	-1 185	3 478	4 527	-167	-998	3 529
42		ECP Africa Fund IV	1,8%	3 000	-107	1 340	4 340	3 000	2 403	1 447	4 447
43	CI	MANSA BANK	7,6%	1 200	129	-193	1 007	1 200	225	-323	877
44	h-uemoa	ADIWALE Fund I	6,4%	621	-141	-295	326	334	-93	-154	180
45	h-uemoa	AFIG Fund	4,0%	2 592	0	562	3 154	2 730	562	562	3 292
TOTAL				88 151	2 252	41 915	130 066	87 727	5 439	39 663	127 390

NOTE 7. COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

Les comptes de régularisation et actifs divers comprennent les éléments suivants :

Comptes de régularisation et actifs divers		30/06/2022	31/12/2021
Actifs dérivés	7.1	198 955	88 067
Comptes de régularisation actif	7.2	13 148	16 596
Autres actifs	7.3	8 606	10 844
TOTAL		220 708	115 507

7.1 Actifs dérivés

La répartition des actifs dérivés par type de relation de couverture se présente comme suit :

Actifs dérivés	30/06/2022	31/12/2021
Actifs dérivés à la juste valeur (FVH)	7 018	1 437
Actifs dérivés en flux de trésorerie (CFH)	191 937	86 630
TOTAL	198 955	88 067

Les montants des actifs dérivés correspondent à la quote-part de la juste valeur des dérivés mis en place par la Banque afin de se couvrir contre les fluctuations de change sur les flux d'intérêts à payer sur les emprunts libellés en devises. L'augmentation des actifs dérivés au 30 juin 2022 résulte de l'appréciation de la couverture consecutive à la hausse des cours du dollar et du DTS sur la période.

7.2 Comptes de régularisation actif

Comptes de régularisation actif	30/06/2022	31/12/2021
Dépenses à régulariser	9 563	14 968
Charges constatées d'avance	736	1 284
Produits à recevoir	1 116	61
Autres comptes de régularisation actif	1 733	284
TOTAL	13 148	16 596

7.3 Autres actifs

Autres actifs	30/06/2022	31/12/2021
Débiteurs divers	139	228
Préfinancements d'activités	1 627	3 564
Cautions versées	62	70
Avances sur frais de mission	0	1
Avances et acomptes versés	142	115
Autres dotations et subventions à recevoir	6 636	6 866
TOTAL	8 606	10 844

NOTE 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

8.1 Immobilisations corporelles

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021 se présente comme suit :

Immobilisations corporelles	30/06/2022	31/12/2021
Valeur brute	24 708	24 391
Dotations et reprises d'amortissements	-18 752	-18 214
Valeur nette comptable	5 956	6 177

L'évolution de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles entre le 31 décembre 2021 et le 30 juin 2022 se présente comme suit :

Acquisition / Cession d'immobilisations corporelles		Dotations et reprises d'amortissements	
Solde au 01 janvier 2022	24 391	Solde au 01 janvier 2022	18 214
Acquisitions	327	Dotations	546
Cessions	-10	Reprises	-8
Transférées en immeubles de placement	0	Transférées en immeubles de placement	0
Classées comme étant détenus en vue de la vente	0	Classées comme étant détenus en vue de la vente	0
Solde au 30 juin 2022	24 708	Solde au 30 juin 2022	18 752
Valeur Nette au bilan au 30 juin 2022		5 956	

Le détail par catégorie d'immobilisations corporelles est présenté dans le tableau ci-après :

	Terrains	Bâtiments	Propriétés en construction	Installations et Equipements	Equipements détenus en location-financement	Total
Coût d'acquisition						
Solde au 1er janvier 2021	190	13 389	1 171	8 939	0	23 690
Acquisitions	225	306	477	1 268	0	2 276
Transferts	0	0	-1 231	0	0	-1 231
Cessions	0	0	0	-344	0	-344
Transférées en immeuble de placement	0	0	0	0	0	0
Autres réévaluations	0	0	0	0	0	0
Solde au 1er janvier 2022	415	13 695	418	9 863	0	24 391
Acquisitions	0	0	203	164	0	367
Transferts	0	0	-40	0	0	-40
Transférées en immeuble de placement	0	0	0	0	0	0
Cessions	0	0	0	-10	0	-10
Solde au 30 juin 2022	415	13 695	581	10 017	0	24 708
Amortissements et cessions cumulés						
Solde au 1er janvier 2021	0	10 373	0	7 094	0	17 467
Charges d'amortissement	0	345	0	731	0	1 076
Transférées en immeubles de placement	0	0	0	0	0	0
Reprises d'amortissement (Cessions)	0	0	0	-329	0	-329
Dépréciations comptabilisées pendant la période	0	0	0	0	0	0
Solde au 1er janvier 2022	0	10 718	0	7 496	0	18 214
Charges d'amortissement	0	171	0	375	0	546
Transférées en immeubles de placement	0	0	0	0	0	0
Reprises d'amortissement (Cessions)	0	0	0	-8	0	-8
Dépréciations comptabilisées pendant la période	0	0	0	0	0	0
Solde au 30 juin 2022	0	10 890	0	7 862	0	18 752
Valeur Nette des immobilisations corporelles au 30 juin 2022						5 956

8.2. Immeubles de placement

Les valeurs nettes des immeubles de placement sont présentées dans le tableau ci-après :

Immeubles de placement	30/06/2022	31/12/2021
Valeur brute	770	770
Dotations et reprises d'amortissements	-135	-117
Valeur nette comptable	635	654

L'évolution de la valeur nette comptable des immeubles de placement entre le 31 décembre 2021 et le 30 juin 2022 se présente comme suit :

Acquisition / Cession d'immeubles de placement		Dotations et reprises d'amortissements	
Solde au 01 janvier 2022	770	Solde au 01 janvier 2022	117
Acquisitions	0	Dotations	18
Cessions	0	Reprises	0
Classées comme étant détenus en vue de la vente	0	Classées comme étant détenus en vue de la vente	0
Solde au 30 juin 2022	770	Solde au 30 juin 2022	135
Valeur Nette au bilan au 30 juin 2022		635	

8.3 Immobilisations incorporelles

Les valeurs nettes comptables des immobilisations incorporelles sont présentées dans le tableau ci-après :

Immobilisations incorporelles	30/06/2022	31/12/2021
Valeur brute	3 004	2 694
Dotations et reprises d'amortissements	-1 594	-1 539
Valeur nette comptable	1 410	1 154

L'évolution de la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles entre le 31 décembre 2021 et le 30 juin 2022 se présente comme suit :

Acquisition / Cession de logiciels	Dotations et reprises d'amortissements	
Solde au 01 janvier 2022	2 694	Solde au 01 janvier 2022 1 539
Acquisitions	310	Dotations
Cessions	0	Reprises
Classées comme étant détenus en vue de la vente	0	Classées comme étant détenus en vue de la vente
Solde au 30 juin 2022	3 004	Solde au 30 juin 2022 1 594
Valeur Nette au bilan au 30 juin 2022		1 410

8.4. Actifs non courants détenus en vue de la vente

La Banque a été déclarée copropriétaire d'un ensemble immobilier conjointement avec d'autres co-bailleurs. Cet ensemble immobilier est présenté en tant qu'actif non courant détenu en vue de la vente. Un programme actif de recherche d'acquéreur a été initié.

L'actif détenu en vue de la vente a été enregistré au montant le plus faible entre la valeur comptable de la créance due par le bénéficiaire du prêt (qui ressort à 2 245 MFCFA) et le montant de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. L'éventuel gain ou perte issue de la cession ainsi que les coûts de la vente seront portés en résultat net. Il n'y a aucun produit ou charge accumulé compris dans les autres éléments du résultat global lié à l'actif détenu en vue de la vente.

NOTE 9. PASSIFS AU COÛT AMORTI

Les passifs au coût amorti sont composés des emprunts contractés par la Banque et des dettes qui leur sont rattachées (intérêts et commissions courus non échus).

9.1 Détail du poste « Passifs au coût amorti »

Le détail de ce poste se présente comme suit au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021 :

Passifs au coût amorti	30/06/2022	31/12/2021
I-Dettes représentées par un titre		
Emprunts obligataires BOAD(*)	1 539 507	1 451 289
Bons BOAD	19 557	19 557
Échéances à moins d'un an/dettes rep. par des titres	0	37 524
Sous-total I	1 559 064	1 508 371
II- Autres emprunts auprès des partenaires extérieurs		
Emprunts pour financement de projets à long terme	550 584	545 188
Emprunts pour financement d'études long terme	482	482
Échéances à moins d'un an/emprunts	61 349	94 271
Sous-total II	612 415	639 941
Total I+II	2 171 480	2 148 312
III- Dettes rattachées aux emprunts & dettes rep.		
Intérêts courus sur dettes représentées par un titre	23 050	30 937
Charges différées sur bons et obligations	-14	-30
Intérêts et commissions courus sur autres emprunts	2 566	2 824
Charges différées sur autres emprunts	-753	-913
Sous-total III	24 849	32 817
IV- Dettes interbancaires (Cauris ROPPA, AFD.....)	7 371	7 571
Total I+II+III+IV	2 203 699	2 188 700

(*) Le montant total des encours sur emprunts obligataires comprend 1 539 507 MFCFA au titre des eurobonds mobilisés en 2017, 2019 et 2021 sur le marché financier international.

9.2 Tableau de variation des emprunts

La variation des emprunts par contrepartie entre le 30 juin 2022 et le 31 décembre 2021 se présente comme suit :

Emprunts	Encours au 31 décembre 2021	Tirages de l'exercice	Remboursements de l'exercice	Risque de change	Capitalisation différentiel intérêts au TIE	Encours au 30 juin 2022
Dettes interbancaires	7 571	430	-631	0	0	7 371
TOTAL DETTES INTERBANCAIRES	7 571	430	-631	0	0	7 371

Tableau de variation des bons et obligations

Emprunts	Encours au 31 décembre 2021	Tirages de l'exercice	Remboursements de l'exercice	Risque de change	Capitalisation différentiel intérêts au TIE	Encours au 30 juin 2022
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	1 451 289	0	0	87 288	930	1 539 507
BONS	57 081	0	-37 524	0	0	19 557
TOTAL BONS ET OBLIGATIONS	1 508 371	0	-37 524	87 288	930	1 559 064

Tableau de variation des autres emprunts

Emprunts	Encours au 31 décembre 2021	Tirages de l'exercice	Remboursements de l'exercice	Risque de change	Capitalisation différentiel intérêts au TIE	Encours au 30 juin 2022
IDA	143 036	0	-1 097	1 860	0	143 799
KFW	160 321	0	-13 594	0	0	146 727
AFD	161 927	0	-7 595	0	0	154 332
BEI	3 751	0	-1 241	0	0	2 510
BAD	66 531	0	-8 005	0	0	58 526
ICD	0	0	0	0	0	0
BDC	6 560	0	0	0	0	6 560
BADEA	40 226	0	-1 116	3 536	0	42 646
BNP Fortis	5 112	0	-273	0	0	4 839
JP MORGAN	0	0	0	0	0	0
BDA	19 679	0	0	0	0	19 679
OPEC	32 798	0	0	0	0	32 798
TOTAL LIGNES DE CREDIT	639 941	0	-32 922	5 396	0	612 415
TOTAL EMPRUNTS	2 155 883	430	-71 076	92 684	930	2 178 850

9.3 Echancier du passif au coût amorti

L'échéancier des emprunts au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021 se présente comme suit :

Échéances	30/06/2022	31/12/2021
Inférieur à six mois	72 100	78 671
De plus de six mois à un an	51 456	60 695
De plus d'un an à deux ans	94 577	114 853
De plus de deux ans à trois ans	58 676	59 920
De plus de trois ans à cinq ans	124 297	124 514
De plus de cinq ans	1 777 744	1 717 230
Sous total encours emprunts	2 178 850	2 155 883
Dettes rattachées sur emprunts	24 849	32 817
TOTAL EMPRUNTS	2 203 699	2 188 700

9.4 Ratio d'endettement de la Banque

En application de l'article 37 des statuts, le Conseil des Ministres de l'UMOA a décidé que l'encours total des emprunts de la Banque est limité à tout instant au triple de ses fonds propres. Au 30 juin 2022, l'encours des emprunts représente 208% des fonds propres pour une limite de 300 %.

NOTE 10. FONDS AFFECTÉS

Ils se décomposent comme suit :

Fonds affectés	30/06/2022	31/12/2021
Fonds d'Assistance Technique Belge FAT/B	202	201
Fonds Néerlandais	34	34
Fonds de contrepartie IDA	687	727
Fonds AFD d'Etudes	310	310
Fonds de contrepartie AFD	26	26
Fonds de Partenariat Environnemental	4	4
Fonds Facilité du Sahel KFW	5 362	5 497
Fonds chinois de coopération	139	139
Fonds AFD IV de Renforcement des capacités	30	30
Fonds de Développement Energie	1 985	1 985
Fonds "Assurance Récolte"	2 836	2 836
Centre Régional de Collaboration (CRC)	389	365
Fonds du nouveau mécanisme de bonification	10 937	87 649
Fonds CMS pour la bonification	1 000	1 000
Fonds FEM	10 827	1 152
Fonds d'Adaptation	3 352	4 852
Fonds Vert pour le Climat (FVC)	662	662
Fonds d'aide Aux Initiatives Régionales (FAIR)	383	383
Fonds KFW-PACAN	6 232	6 232
TOTAL	45 395	114 083

NOTE 11. COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

Au 30 juin 2022, les comptes de régularisation et de passifs divers se présentent comme suit :

11. Comptes de régularisation et passifs divers		30/06/2022	31/12/2021
Passifs dérivés	11.1	0	0
Comptes de régularisation passif	11.2	9 819	24 533
Autres passifs	11.3	12 006	3 739
TOTAL		21 825	28 271

11.1 Passifs dérivés

11.1 Passifs dérivés	30/06/2022	31/12/2021
Passifs dérivés à la juste valeur (FVH)	0	0
Passifs dérivés en flux de trésorerie (CFH)	0	0
TOTAL	0	0

Le gain sur tous les contrats de couverture qui avait entraîné l'absence d'un passif dérivé au 31 décembre 2021 s'est accentué au cours du premier semestre 2022 (Cf. **note 7.1**) en raison de la hausse continue des cours du dollar et du DTS. Ainsi, le passif dérivé est resté nul au 30 juin 2022 en lien avec la hausse des cours des devises qui se situent à un niveau supérieur au cours garanti.

11.2 Comptes de régularisation passif

Le détail des comptes de régularisation se présente comme suit :

11.2 Comptes de régularisation passif	30/06/2022	31/12/2021
Recettes à régulariser	4 403	18 826
Charges à payer	5 168	4 723
Produits constatés d'avance	248	984
TOTAL	9 819	24 533

11.3 Autres passifs

Le détail des autres passifs se présente comme suit :

11.3 Autres passifs	30/06/2022	31/12/2021
Créditeurs divers	1 234	1 491
Dettes fournisseurs	10 772	2 248
TOTAL	12 006	3 739

L'augmentation des dettes fournisseurs s'explique essentiellement par des échéances sur les bons et obligations BOAD en faveur des contreparties basées au Mali.

En raison de la suspension du Mali au guichet de la BOAD, les paiements n'ont pas pu se réaliser au cours du premier semestre 2022.

NOTE 12. CAPITAUX PROPRES

12.1 Détail des capitaux propres

L'évolution des capitaux propres respectivement au 31 décembre 2021 et au 30 juin 2022 se présente comme suit :

Capitaux propres	30/06/2022	31/12/2021
Capital souscrit	1 103 650	1 103 650
Capital sujet à appel	-826 230	-826 230
Capital à libérer	-16 443	-29 009
Coût lié à la libération différée du capital	-510	-510
Capital (A)	260 468	247 902
Primes d'émission (B)	2 622	2 622
Réserves affectées aux activités de développement	76 050	76 050
Autres réserves	26	26
Résultats non distribués	559 570	531 745
Réserves et résultats non distribuables (C)	635 646	607 821
Résultat de l'exercice (D)	111 800	30 824
Réserves de juste valeur sur les instruments de capitaux propres classés en JVOCI non recyclables (IFRS 9)	41 915	39 664
Réserves de couverture des flux de trésorerie	29 436	22 514
Réévaluation du passif au titre des régimes de retraite	-298	-298
Autres éléments du résultat global (E)	71 053	61 880
CAPITAUX PROPRES (A+B+C+D+E)	1 081 589	951 049

12.2 Structure du capital de la BOAD

Le tableau suivant donne la structure du capital de la Banque au 30 juin 2022 en valeur nominale et sa répartition en actions. Chaque action confère à son titulaire les mêmes droits et obligations.

ACTIONNAIRES	CAPITAL SOUSCRIT	%	nb d'action	CAPITAL APPELE	CAPITAL LIBERE	CAPITAL A LIBERER	CAPITAL SUJET A APPEL
	(1)=(2)+(5)			(2)=(3)+(4)	(3)	(4)	(5)
CATEGORIE A							
BENIN	64 650	5,86%	1 293	16 163	15 183	980	48 487
BURKINA	64 650	5,86%	1 293	16 163	15 183	980	48 487
COTE D'IVOIRE	64 650	5,86%	1 293	16 163	15 183	980	48 487
GUINEE BISSAU	64 650	5,86%	1 293	16 163	15 183	980	48 487
MALI	64 650	5,86%	1 293	16 163	15 183	980	48 487
NIGER	64 650	5,86%	1 293	16 163	15 183	980	48 487
SENEGAL	64 650	5,86%	1 293	16 163	15 183	980	48 487
TOGO	64 650	5,86%	1 293	16 163	15 183	980	48 487
BCEAO	517 200	46,86%	10 344	129 304	121 464	7 840	387 896
	1 034 400	93,73%	20 688	258 608	242 928	15 680	775 792
CATEGORIE B							
France	38 400	3,48%	768	9 600	8 640	960	28 800
Allemagne	2 000	0,18%	40	2 000	2 000	0	0
Belgique	5 600	0,51%	112	1 400	1 400	0	4 200
BEI	4 000	0,36%	80	1 000	1 000	0	3 000
BAD	6 000	0,54%	120	1 500	1 500	0	4 500
EXIM BANK INDE	750	0,07%	15	188	175	13	563
CHINE POPULAIRE	12 000	1,09%	240	3 000	2 700	300	9 000
MAROC	500	0,05%	10	125	125	0	375
	69 250	6,27%	1 385	18 813	17 540	1 273	50 438
	1 103 650	100,00%	22 073	277 421	260 468	16 953	826 230
CAPITAL NON SOUSCRIT	51 350		1 027				
CAPITAL AUTORISE	1 155 000		23 100				

Le tableau ci-après présente le détail du « capital à libérer » figurant dans la structure du capital au 30 juin.

	30/06/2022	31/12/2021
Capital à libérer hors coût lié à la libération différée du capital (a)	16 443	29 009
Coût lié à la libération différée du capital (b)	510	510
Capital à libérer (a+b)	16 953	29 519

12.3 Fonds propres effectifs

Les fonds propres effectifs de la Banque se décomposent comme suit au 30 juin 2022 et 31 décembre 2021 :

Eléments	30/06/2022	31/12/2021
A- Fonds propres de base * (=1+2)	978 051	856 685
1- Capital et fonds assimilés	260 468	247 902
2- Réserves et fonds assimilés	717 583	608 783
B- Fonds propres complémentaires	67 220	64 968
Fonds propres effectifs (=A+B)	1 045 271	921 653
C- Fonds propres non versés	36 318	29 396
Capitaux propres (A+B+C)	1 081 589	951 049

NOTE 13. PRODUIT NET BANCAIRE

Les détails de cette rubrique se présentent comme suit :

Produit net bancaire	30/06/2022	30/06/2021
1-Produits et charges d'intérêts		
Intérêts et commissions sur prêts	64 771	63 544
Commissions sur garantie d'emprunts obligataires	0	0
Intérêts et produits sur placements	11 105	12 228
Sous-total produits d'intérêts (A)	75 876	75 773
Intérêts et charges sur dettes représentées par un titre	-31 974	-38 112
Intérêts et charges sur autres emprunts	-7 170	-7 489
Autres charges services financiers et commissions diverses	-2 253	-554
Sous-total charges d'intérêts (B)	-41 396	-46 156
Marge sur intérêts et commissions C=(A)-(B)	34 479	29 617
2.1-Gains et pertes de change		
Gain de change consommé	756	26 772
Gain de change potentiel	0	0
Sous-total gain de change (D)	756	26 772
Perte de change consommée	-66	-30 073
Perte de change potentielle	-92 684	-30 271
Sous-total perte de change (E)	-92 749	-60 344
Perte nette de change F=(D)-(E)	-91 993	-33 572
2.2-Gains/pertes sur instruments de couverture (G)	103 966	42 312
2- Gains/pertes nets sur devises (G)-(F)	11 973	8 741
3- Gains/pertes sur instruments de capitaux propres à la JV/R	532	261
4- Dividendes	2 596	2 201
5-Produit Net Bancaire (PNB) = (1)+(2)+(3)+(4)	49 580	40 820

Les gains et pertes de change résultent de la mobilisation par la Banque de ressources en devises hors euros auprès de partenaires financiers et sur le marché financier international pour le financement des projets. Ils ont fait l'objet de couverture par des opérations d'achat à terme et de swap.

NOTE 14. COÛT DU RISQUE

Le coût du risque se présente comme suit au 30 juin 2022:

Coût du risque	30/06/2022	30/06/2021
Dépréciations sur créances sur la clientèle	-17 726	-1 810
Reprise de dépréciations sur créances sur la clientèle	1 678	60
Dépréciations sur portefeuille titres	-732	-739
Reprise de dépréciations sur portefeuille titres	0	524
Perte sur créances couvertes par des dépréciations	0	0
Dépréciation sur autres éléments d'actif	0	-10 586
Reprise de dépréciation sur autres éléments d'actif	0	0
TOTAL	-16 779	-12 551

Le niveau des dépréciations au 30 juin 2022 est lié à la prise en compte de la situation socio-politique et sécuritaire dans la zone UEMOA.

NOTE 15. CHARGES LIEES AUX ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT

Ce poste regroupe les charges ayant un lien avec les activités de développement exercées par la BOAD.

Charges liées aux activités de développement	30/06/2022	30/06/2021
Bonification d'intérêts	-661	-465
TOTAL	-661	-465

NOTE 16. RESULTAT NET DE LA PERIODE

Résultat net de la période	30/06/2022	30/06/2021
Résultat hors don reçu	21 800	20 636
Don reçu pour renforcement de fonds propres	90 000	
TOTAL	111 800	20 636

Le premier semestre enregistre un résultat bénéficiaire de 111 800 M FCFA. Le niveau exceptionnel du résultat s'explique par la décision du Conseil des Ministres de l'UEMOA autorisant le transfert à la BOAD, sous la forme d'un don, d'une partie des fonds du nouveau mécanisme de bonification pour un montant de 90 000 M FCFA.

L'objectif de ce don est le renforcement des fonds propres de la Banque dans le cadre des mesures prises par son Management pour anticiper les chocs éventuels résultant des sanctions économiques et financières prises à l'encontre du Mali.

Compte non tenu de ce don, le résultat de la Banque au 30 juin 2022 serait de 21 800 M FCFA contre 20 636 M FCFA au 30 juin 2021.

NOTE 17. GESTION DES RISQUES

La BOAD a adopté et met en œuvre des processus et dispositifs de quantification, de surveillance et de maîtrise de ses risques mesurables (risques de crédit, de marché, de liquidité et opérationnels) adaptés à ses activités, à ses moyens et à son organisation et intégrés au dispositif de contrôle interne. Les principales catégories de risques (risque de crédit, risque de change, risque de taux d'intérêt, risque de liquidité et risque opérationnel) font l'objet de suivi dans le cadre de Comités spécifiques (Comité des Engagements, Comité ALM etc.).

Depuis le 1^{er} janvier 2018, en application d'IFRS9, le modèle de dépréciation de la Banque intègre d'une part, l'anticipation des pertes en se basant sur les pertes attendues (ECL) et d'autre part, la prise en compte des prévisions macro-économiques dans la détermination des paramètres de risques (forward looking).

Les objectifs et les règles en matière de gestion des risques financiers sont identiques à ceux appliqués pour les comptes individuels au 31 décembre 2021.

NOTE 18. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

18. 1 Classification des instruments financiers

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs et passifs financiers de la Banque ainsi que leur classification au 30 juin 2022.

Instruments financiers	Actifs et passifs financiers à la JV par le résultat	Actifs et passifs financiers à la JV OCI recyclables	Actifs et passifs financiers à la JV OCI non recyclables	Actifs et passifs financiers au coût amorti	Montant total de la valeur comptable	Montant total de la JV
- Trésorerie et équivalents de trésorerie				219 452	219 452	219 452
- Créances interbancaires				185	185	185
- Portefeuille titres- titres de dettes				378 374	378 374	378 374
- Créances sur la clientèle				2 369 012	2 369 012	2 369 012
- Prêts au personnel				17 817	17 817	17 817
- Créances sur actionnaires				6 448	6 448	6 448
- Instruments de capitaux propres	10 006		130 066		140 072	140 072
- Actifs dérivés de couverture	198 955				198 955	198 955
Montant total des actifs financiers	208 961	0	130 066	2 991 287	3 330 315	3 330 315
- Emprunts				2 203 699	2 203 699	2 203 699
- Passifs dérivés de couverture	0				0	0
Montant total des passifs financiers	0	0	0	2 203 699	2 203 699	2 203 699

Au 31 décembre 2021, les valeurs comptables et justes valeurs ainsi que la classification des actifs et passifs financiers se présentent comme suit :

Instrument financiers	Actifs et passifs financiers à la JV par le résultat	Actifs et passifs financiers à la JV OCI recyclables	Actifs et passifs financiers à la JV OCI non recyclables	Actifs et passifs financiers au coût amorti	Montant total de la valeur comptable	Montant total de la JV
- Trésorerie et équivalents de trésorerie				230 373	230 373	230 373
- Créances interbancaires				10 412	10 412	10 412
- Portefeuille titres- titres de dettes				396 047	396 047	396 047
- Créances sur la clientèle				2 368 457	2 368 457	2 368 457
- Prêts au personnel				15 514	15 514	15 514
- Créances sur actionnaires	10 771		127 390	6 585	138 161	138 161
- Instruments de capitaux propres	88 067				88 067	88 067
- Actifs dérivés de couverture						
Montant total des actifs financiers	98 838	0	127 390	3 027 388	3 253 615	3 253 615
- Emprunts				2 188 700	2 188 700	2 188 700
- Passifs dérivés de couverture	0				0	0
Montant total des passifs financiers	0	0	0	2 188 700	2 188 700	2 188 700

18.2 Classification des instruments financiers par niveau de juste valeur

Le tableau ci-dessous classe les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par niveau de juste valeur au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021 :

	Niveau 1. Cours de marchés actifs		Niveau 2. Techniques d'évaluation dont toutes les données importantes sont fondées sur des informations de marché observables		Niveau 3. Techniques d'évaluation dont les données importantes ne sont pas fondées sur des informations de marché observables		Montant total	
	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2022	31/12/2021
Actifs dérivés de couverture			198 955	88 067			198 955	88 067
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par le résultat			10 007	10 771			10 007	10 771
Instruments de capitaux propres à la JV OCI non recyclables	13 027	12 286	-	-	117 039	115 104	130 066	127 390
Montant total des actifs financiers	13 027	12 286	208 962	98 838	117 039	115 104	339 028	226 228
Passifs dérivés de couverture			-	-			-	-
Montant total des passifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-

Le tableau suivant recense les techniques d'évaluation des justes valeurs de niveau 2 et 3 pour les instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière et les données non observables clés utilisées.

Type	Techniques d'évaluation	Données non observables clés	Corrélation entre les données non observables clés et l'évaluation de la juste valeur
Contrats de change à terme	Fixation des prix à terme La juste valeur est calculée au moyen de taux de change à terme cotés à la date de clôture et d'évaluations de la valeur actualisée basées sur les courbes de rendement /courbes de taux de crédit de contrat de grande qualité	Non applicable	Non applicable
Swap de devises	Modèles de swaps La juste valeur correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie estimés. Les estimations de flux de trésorerie futurs à taux variable sont basés sur les taux de swaps cotés, les prix des contrats futurs et les taux d'emprunts interbancaires. Les flux de trésorerie estimés sont actualisés au moyen d'une courbe de taux élaborée à partir de sources similaires et qui reflète le taux interbancaire de référence utilisé par les intervenants du marché lors de la fixation des prix des swaps de devises.	Non applicable	Non applicable
Instruments de capitaux propres (participations)	Technique des comparables de marché/ flux de trésorerie disponibles actualisés/ actif net comptable La juste valeur est estimée en fonction (i) des prix des dernières transactions (délai inférieur ou égal à 12 mois), conclues à des conditions normales de marché ou relevant d'une offre de paiement ferme et portant sur plus de 15% du stock existant ou (ii) de la valeur actuelle nette calculée au moyen de taux d'actualisation de titres présentant des rendements/risques similaires ajustée pour tenir compte de la structure financière (à condition que la société ait généré des flux consolidés de trésorerie d'exploitation positifs depuis les deux précédents exercices au moins) ou encore (iii) de la valeur mathématique sur la base des derniers états financiers disponibles	Non applicable	Non applicable

NOTE 19. ENGAGEMENTS HORS BILAN

19.1 Engagements reçus

Ces engagements se répartissent comme suit :

Engagements reçus	30/06/2022	31/12/2021
Engagements d'emprunts à tirer (a)	153 606	185 880
Garanties reçues de Fonds régionaux (b)	23 953	27 651
Garanties reçues des Assureurs internationaux (c)	25 395	
Total	202 953	213 531

- (a) Les engagements à tirer représentent le reliquat non encore encaissé sur les emprunts contractés auprès des bailleurs de fonds.
- (b) Cette rubrique correspond aux garanties financières obtenues des Fonds régionaux de garantie sur les prêts octroyés par la Banque.
- (c) Au cours de l'exercice 2021, la Banque a conclu des polices d'assurances crédit avec des Assureurs bénéficiant d'une meilleure notation internationale (A, A+, etc.). L'objectif de cette opération est de réduire le risque d'exposition de la Banque et de bénéficier de l'effet de la meilleure notation de ces Assureurs ; ce qui devrait permettre à la Banque, à terme, d'améliorer sa propre notation et d'augmenter sa capacité d'intervention en faveur des Etats. L'encours de prêts assurés au titre de ces polices s'élève à 25 395 M FCFA au 30 juin 2022.

19.2 Engagements donnés

Ils s'analysent comme suit :

Engagements donnés	30/06/2022	31/12/2021
Engagements de prêts donnés (a)	1 822 585	1 764 044
Avances sur financement d'études	20 927	20 892
Engagements de prises de participations (b)	54 782	55 264
Cautions et autres garanties	10 000	10 000
Primes d'assurance crédit à payer (c)	5 444	5 903
Total	1 913 739	1 856 102

- (a) Les engagements de prêts donnés correspondent aux accords de financements dont la mise en place reste liée à la réalisation de conditions suspensives ou dont le décaissement effectif est en attente de demandes de tirage de l'emprunteur.
- (b) Les engagements de prises de participations concernent les souscriptions non encore libérées de la BOAD au capital des sociétés.
- (c) Le coût de l'engagement des paiements futurs au titre des polices d'assurance crédit s'élève à 5 444 M FCFA au 30 juin 2022.

NOTE 20. EFFETS DE LA COVID-19 ET DE LA SITUATION SOCIO-POLITIQUE SUR LES COMPTES DE LA BANQUE

20.1 Effets de la covid-19

A la date d'arrêté des comptes individuels par son Conseil d'Administration et compte tenu de l'évolution de la pandémie, les effets connus et estimés de la COVID-19 ont été

enregistrés dans les états financiers de la Banque. La BOAD continuera d'anticiper et de signaler les autres effets financiers de la COVID-19 dans ses états financiers au fur et à mesure qu'ils sont connus et estimables.

20.2 Suspension des opérations avec le Mali

Le premier semestre 2022 a été marqué par les sanctions de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à l'encontre du Mali. Ces sanctions se sont traduites par la suspension des opérations avec le Mali.

20.3 Conflit en Ukraine

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine qui a débuté en février 2022 a des effets sur la zone UEMOA, notamment à travers l'augmentation des prix du carburant et de certains produits de première nécessité entraînant ainsi une inflation généralisée dans la zone. Les contreparties publiques, principaux clients de la Banque, pourraient être impactés par cette situation ; ce qui aurait pour conséquence l'alourdissement de leur déficit et donc de leur qualité de crédit. Les contreparties privées sont également confrontées à cette situation économique difficile. Néanmoins, il convient de signaler qu'à la date d'arrêté des comptes, aucune contrepartie n'a été empêchée de s'acquitter de ses obligations envers la BOAD en lien avec cette instabilité.

NOTE 21. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Les sanctions économiques et financières prononcées par la CEDEAO à l'encontre du Mali ont été levées le 03 juillet 2022. A la suite de cette levée des sanctions, la Banque a repris ses opérations avec les contreparties maliennes. Aussi, les impayés entre la Banque et le Mali ont été entièrement soldés.

A la date d'arrêté des comptes au 30 juin 2022 par le Conseil d'Administration de la BOAD, le management de la Banque n'a noté aucun événement postérieur susceptible d'influencer la situation financière et les résultats de la Banque.